

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

[http://www.cairn.info/article.php?ID\\_REVUE=RFSP&ID\\_NUMPUBLIE=RFSP\\_576&ID\\_ARTICLE=RFSP\\_576\\_0759](http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=RFSP&ID_NUMPUBLIE=RFSP_576&ID_ARTICLE=RFSP_576_0759)

---

## Faut-il se débarrasser de la notion de compétence politique ?. Retour critique sur un concept classique de la science politique

par Loïc BLONDIAUX

| Presses de Sciences Po | Revue française de science politique

2007/6 - Volume 57

ISSN 0035-2950 | ISBN 2-7246-3091-6 | pages 759 à 774

---

Pour citer cet article :

— Blondiaux L., Faut-il se débarrasser de la notion de compétence politique ?. Retour critique sur un concept classique de la science politique, *Revue française de science politique* 2007/6, Volume 57, p. 759-774.

---

Distribution électronique Cairn pour les Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

---

# FAUT-IL SE DÉBARRASSER DE LA NOTION DE COMPÉTENCE POLITIQUE ?

## *Retour critique sur un concept classique de la science politique*

---

LOÏC BLONDIAUX

Cet article se donne un double propos. Réfléchir tout d'abord, sous l'angle d'une histoire des idées et des concepts, à la manière dont la question de la compétence politique des citoyens ordinaires a été posée dans la science politique contemporaine, américaine et européenne, depuis la fin de la seconde guerre mondiale. C'est à ce moment en effet que la science politique « behaviouraliste » commence à ériger la question des savoirs objectifs du citoyen ordinaire en problème, sinon en « énigme » centrale pour la discipline. Il s'agit ici de rappeler ici les principaux éléments d'une histoire qui rapproche, jusque dans une certaine mesure, la science politique américaine de la science politique française. Une histoire qui se place sous l'égide de quelques pères fondateurs (Lazarsfeld, Berelson ou Bourdieu), s'organise autour de textes phares comme celui de Philip Converse en 1964<sup>1</sup> ou celui de Daniel Gaxie en 1978<sup>2</sup>, et de controverses, toujours vivaces aujourd'hui.

En retraçant à grands traits cette double généalogie américaine et française de la notion de compétence politique, j'essayerai notamment de montrer comment les principaux éléments de cette controverse se sont transformés, notamment à partir du début des années 1990, pour aboutir à une série d'inflexions majeures de la recherche académique sur la compétence politique. Dans le prolongement d'un article précédent<sup>3</sup>, il s'agira de montrer comment il n'est sans doute plus possible aujourd'hui de penser cette question dans les termes dans lesquels elle était généralement pensée dans les années 1970. Dans la construction d'un tel récit, il s'agira également de poser la question du sens de telles évolutions, en replaçant cette littérature dans un horizon intellectuel plus large, en se référant notamment au contexte de la philosophie politique de la démocratie et à celui de l'action politique contemporaine.

Une telle réflexion se veut également l'occasion de revenir, dans une perspective critique, sur un tel programme de recherche. En quoi la question de la compétence politique doit-elle être une question centrale pour la science politique ? En quoi les termes académiques dans lesquels cette question a été posée rendent-ils compte de manière adéquate des phénomènes que l'on cherche à décrire ? En quoi, plus largement, éclairent-ils sur ce qu'est ou même sur ce que devrait être le statut de l'opinion en démocratie ? Je voudrais, à cette occasion, discuter l'hypothèse selon laquelle la définition classique de

---

1. Philip Converse, « The Nature of Mass Beliefs in Mass Publics », dans David E. Apter (ed.), *Ideology and Discontent*, New York, The Free Press, 1964, p. 206-261.

2. Daniel Gaxie, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978.

3. Loïc Blondiaux, « Mort et résurrection de l'électeur rationnel. Les métamorphoses d'une problématique incertaine », *Revue française de science politique*, 46 (5), octobre 1996, p. 753-791.

la compétence politique pourrait n'avoir été qu'un *artefact* épistémologique, une construction savante des rapports entre le politique et le savant, détachée de la réalité du fonctionnement ordinaire de nos sociétés.

Pour mener à bien ces deux projets, j'organiserai ma réflexion autour de quatre temps en forme de questions simples, sinon naïves :

– Comment la compétence politique est-elle devenue un objet central de la science politique contemporaine ? Comment cette question a-t-elle été traditionnellement posée et quels sont les postulats sur lesquels repose la définition classique de cette notion ?

– Comment aujourd'hui les principaux postulats sur lesquels cette définition classique repose sont-ils battus en brèche ?

– Comment rendre compte, sinon expliquer, une telle remise en cause, au regard notamment des transformations de la philosophie politique et de la politique « réelle » ?

– Au total, « *does political competence still matter ?* », peut-on considérer qu'il est devenu inutile de réfléchir à cette question au nom des évolutions récentes de la recherche, de la réflexion politique et de nos sociétés démocratiques ?

Si les questions sont simples, les réponses ne le sont nullement. L'article tentera de rendre compte de cette complexité en montrant comment la critique réglée de la manière dont cette notion a été abordée jusqu'à présent et des termes dans lesquels elle a été pensée et étudiée, ne saurait justifier en aucun cas son abandon pur et simple. À l'issue de cet inventaire critique, qui pourra apparaître à bien des égards comme un réquisitoire contre les usages passés du concept, il nous faudra plaider à décharge pour l'objet et conclure à la nécessité toujours impérieuse de son étude, sous des formes cependant renouvelées.

## LES FIGURES CLASSIQUES DE LA COMPÉTENCE EN SCIENCE POLITIQUE

### QU'EST-CE QUE LA COMPÉTENCE POLITIQUE ?

Il faut noter d'emblée que le terme de compétence politique est d'utilisation plus fréquente en France que dans le monde anglo-saxon, où son usage ne s'est imposé qu'assez récemment<sup>1</sup>. Totalement absente des premiers écrits de Converse, la notion de compétence s'est longtemps vue préférée celle de « connaissance » (*knowledge*) ou de « *sophistication* »<sup>2</sup> politique. Il est intéressant de souligner que dans l'ouvrage classique de Delli Carpini et Keeter<sup>3</sup>, il est essentiellement question de savoir politique (« *political knowledge* ») ou de citoyen « informé » (« *informed citizen* »). La référence à la compétence politique n'apparaît qu'au chapitre où les auteurs s'interrogent d'un point de vue théorique sur les « réquisits » et les « responsabilités » qui pèsent sur l'électeur dans la théorie démocratique. Ils délaissent ce terme dès lors qu'il s'agit d'étudier empiriquement le phénomène.

De fait, la notion de compétence, en français comme en anglais, recouvre deux dimensions qu'il paraît difficile de dissocier :

---

1. Stephen Elkin, Karol Soltan (eds), *Citizen Competence and Democratic Institutions*, University Park, The Pennsylvania State University Press, 1999 ; James Kuklinski, Paul Quirk, « Conceptual Foundations of Political Competence », *Political Behaviour*, 23 (3), 2001, p. 285-311.

2. Russel Neumann, *The Paradox of Mass Politics : Knowledge and Opinion in the American Electorate*, Cambridge, Harvard University Press, 1986.

3. Michael Delli Carpini, Scott Keeter (eds), *What Americans Know about Politics and Why it Matters*, New Haven, Yale University Press, 1996.

• *Une dimension cognitive* : c'est, selon le dictionnaire Robert, une « connaissance approfondie » ou, en linguistique, « un système formé par les règles et les éléments auxquels ces règles s'appliquent intégré par l'usager d'une langue naturelle et qui lui permet de former un nombre indéfini de phrases » ;

• *Une dimension politique* : c'est « cette connaissance approfondie, reconnue, qui confère le droit de juger ou de décider en certaines matières » ou, en droit, « l'aptitude légalement reconnue à une autorité publique de faire tel ou tel acte dans des conditions déterminées ».

Tout se passe comme si – à la différence d'auteurs comme Pierre Bourdieu et Daniel Gaxie qui ont d'emblée intégré les deux dimensions de ce concept clé à travers une notion comme celle de « compétence statutaire » – les auteurs anglo-saxons n'avaient voulu considérer que la dimension objective et cognitive du phénomène, en écartant une notion dont un auteur encore récemment pouvait dénoncer le caractère dangereux, sinon anti-démocratique <sup>1</sup>.

Cette nuance sémantique ne m'apparaît cependant nullement déterminante. Il me semble que le discours savant sur ces phénomènes s'est organisé, de part et d'autre de l'Atlantique, autour d'une même définition de ce qui mérite d'être étudié, à savoir essentiellement trois phénomènes :

- Le niveau de connaissance de l'univers politique par les citoyens « ordinaires » ;
- Le niveau de cohérence de leurs attitudes ;
- Le niveau de stabilité de leurs opinions dans le temps.

C'est la focalisation sur le premier de ces trois phénomènes qui constitue la marque des premiers travaux sur la compétence. L'enjeu est de savoir « ce dont sont capables » les citoyens ordinaires. James Kuklinski et Paul Quirk reprennent d'ailleurs à ce propos la notion de « performance ». Les travaux français renvoient eux aussi à une capacité à penser politiquement les problèmes politiques, à mobiliser les concepts, les classements, les savoirs estimés nécessaires à la compréhension de cet univers <sup>2</sup>. Ces niveaux sont analysés en fonction de critères et d'une norme clairement explicitée aux États-Unis, plus complexe sans doute en France : celle d'un électeur informé, cohérent au regard de cadres et de critères idéologiques clairs (conservateur ou libéral) et stable dans ses attitudes.

Cette vision de la compétence repose me semble-t-il sur un ensemble de postulats que je vais essayer de rappeler ici.

– Premier postulat : la compétence politique est pensée comme une disposition ou un attribut individuel, lequel doit s'étudier d'abord à l'aide d'enquêtes par questionnaires visant à tester des niveaux de performance. Certaines questions chercheront à évaluer le degré de connaissance factuelle de la vie politique, d'autres le degré de cohérence des réponses obtenues sur différentes questions d'opinion, au travers notamment d'échelles. D'autres enfin cherchent à mesurer la stabilité dans le temps des attitudes, à l'aide d'enquêtes par panel ou d'expériences visant à influencer et à tester la personne interrogée <sup>3</sup>. S'il peut arriver que soit évaluée la performance collective atteinte par un groupe en termes de compétence, cela passe exclusivement par l'agrégation de ces réponses individuelles <sup>4</sup>.

---

1. Marion Smiley, dans Stephen Elkin, Karol Sotan (eds), *Citizen Competence and Democratic Institutions*, op. cit.

2. Daniel Gaxie, *Le cens caché*, op. cit.

3. Cf. Gérard Grunberg, Nonna Mayer, Paul Sniderman (dir.), *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

4. Benjamin Page, Robert Shapiro, *The Rational Public : Fifty Years of Trends in American's Policy Preferences*, Chicago, Chicago University Press, 1992 ; Henry Milner, *Civic Literacy. How*

– Second postulat, qui est corrélé au précédent : la compétence politique est une propriété qui peut faire l'objet d'une mesure et donner lieu à des classements. En testant notamment le niveau d'information, de cohérence et de stabilité des réponses apportées par les individus étudiés, il devient possible de les classer. Dans sa contribution séminale à cette littérature, Philip Converse distingue d'emblée les « idéologues, les quasi-idéologues et les non-idéologues »<sup>1</sup>. Cette typologisation des publics, en « publics attentifs » et en « publics de masse » constitue l'un des gestes les plus classiques de la recherche américaine<sup>2</sup>.

– Troisième postulat, la compétence politique se présente comme une disposition que l'on peut étudier hors de toute action. Pour dire les choses le plus simplement possible, la recherche ne vise pas à étudier la compétence politique « en actes », au sein d'une organisation, dans le cadre d'une discussion véritable ou dans un mouvement collectif, mais « à froid » dans le face à face d'un enquêteur et d'un enquêté. Il est donc supposé que cette propriété individuelle varie peu selon les contextes, les interlocuteurs et surtout peut s'actualiser dans le cadre d'une enquête calquée sur le modèle d'un examen scolaire. Pour évaluer le niveau de compétence atteint par un individu, il n'y aurait pas besoin de se préoccuper de ce que cet individu « fait », seul compte ce qu'il sait. Dans cette logique, il est parfaitement possible de rencontrer des individus extrêmement compétents ou savants, mais totalement passifs politiquement.

– Quatrième postulat : ce discours classique de la compétence fait jouer un rôle central à la connaissance savante de l'univers politique. J'entend ici par connaissance savante non seulement l'information factuelle mais aussi la maîtrise des concepts idéologiques de base qui structurent l'univers politique. C'est ainsi que l'École de Michigan a cru pouvoir faire du simple emploi des termes « conservateur, libéral, radical » dans la réponse à une série de questions ouvertes un indicateur sûr de ce niveau de compétence<sup>3</sup>. Car, plus encore que la cohérence idéologique et la stabilité des attitudes, la connaissance experte des institutions politiques au sens large serait la marque des individus compétents.

## LES ENJEUX D'UNE CONTROVERSE

Tels sont, me semble-t-il, les postulats sur lesquels repose la définition classique de l'opinion publique dans les sociologies politiques américaine et française. Il va de soi que des différences sensibles éloignent les deux versions de ce programme de recherche. Il faudrait étudier par exemple, mieux que je ne l'ai fait, en quoi la notion de « compétence pratique » singularise l'apport d'un Pierre Bourdieu à la réflexion sur la compétence. Mais mon objectif, dans cet article, est moins d'éclairer ces différences que de repérer un ensemble commun de représentations et de présupposés sous-jacents sur lesquels, me semble-t-il, ces deux littératures reposent.

Il faut cependant souligner à ce stade une différence majeure, celle qui porte sur l'attention aux inégalités sociales structurelles face à la politisation. Ce qui, chez Pierre Bourdieu ou Daniel Gaxie, constitue le centre même de l'analyse n'est envisagé que

---

*Informed Citizens Make Democracy Work*, Tufts University, University Press of New England, 2002.

1. Philip Converse, « The Nature of Mass Beliefs in Mass Publics », cité.

2. Russel Neumann, *The Paradox of Mass Politics...*, *op. cit.*

3. Angus Campbell, Philip Converse, Warren Miller, Donald Stokes, *The American Voter*, New York, John Wiley & Sons, 1960.

comme un élément secondaire dans la littérature américaine la plus courante (hors travaux sur le féminisme) avant le milieu des années 1990, dans une littérature *mainstream* rétive pendant longtemps à toute forme de questionnement de la politisation différentielle des groupes sociaux<sup>1</sup>. Ce n'est que récemment, à mon sens, et dans le sillage de travaux portant sur la participation politique<sup>2</sup>, que certains auteurs, à l'instar de Michael Delli Carpini et Scott Keeter<sup>3</sup>, Larry Bartels<sup>4</sup> ou Scott Althaus<sup>5</sup>, ont commencé à poser clairement la question des conséquences politiques de l'inégal accès à l'information politique des différentes catégories sociales (*cf. infra*).

Mais par-delà ces différences, les deux controverses française et américaine se rejoignent pour considérer le fait de la faible compétence des citoyens ordinaires comme une question importante, une énigme cruciale, sinon le « problème » majeur auquel la science politique, en tant que discipline savante, se trouverait confrontée. Le politiste américain David Ricci y verra même le fondement de ce qu'il désigne comme « la tragédie de la science politique américaine », laquelle se verrait en permanence défendre d'une main les idéaux fondateurs de la démocratie et contrainte de l'autre de démontrer à longueur d'enquêtes en quoi ces idéaux ne correspondent en aucun cas à la réalité<sup>6</sup>.

Les enjeux normatifs de la réflexion sur la compétence politique sont, on le voit, considérables. La référence à ce que Berelson désigne très tôt comme la « théorie classique de la démocratie » qui exigerait de ses citoyens qu'ils soient pleinement informés des affaires publiques, revient en un *leitmotiv* obsédant dans la littérature anglo-saxonne<sup>7</sup>. Peu importe qu'il existe un flou autour de cette fameuse « théorie classique », laquelle n'a jamais véritablement supposé ni recherché des citoyens actifs<sup>8</sup>, pourvu que l'on érige cette norme en critère d'évaluation du comportement des citoyens ordinaires pour mieux s'en indigner. J'ai essayé de montrer ailleurs comment toute la controverse académique s'est nouée, des années 1950 aux années 1990, autour du constat de cet écart entre le citoyen observé dans les enquêtes et le citoyen attendu par la théorie<sup>9</sup>.

À la question : « pourquoi s'intéresser à la compétence politique ? », les réponses sont donc multiples. Ce qui est d'abord en jeu derrière le citoyen compétent, c'est ni plus ni moins que la démocratie dans son ensemble. Ce débat prolonge, on le sait un débat aussi ancien que la démocratie elle-même sur la légitimité du peuple à gouverner. Mais de son issue dépend aussi d'autres controverses, en particulier sur l'opinion publique et les sondages. La question qu'ont soulevé certains critiques des sondages à l'occasion de ce débat est bien la suivante : « Que vaut politiquement une opinion publique qui ne

---

1. Cf. John Dryzek, « Opinion Research and the Counter Revolution in American Political Science », *Political Studies*, 40 (4), 1992, p. 679-694.

2. Sidney Verba, Kay Lehman Schlozman, Henry Brady, *Voice and Equality : Civic voluntarism in American Politics*, Cambridge, Harvard University Press, 1995.

3. Michael Delli Carpini, Scott Keeter, *What Americans Know about Politics...*, *op. cit.*

4. Larry Bartels, « Homer Gets a Tax Cut. Inequality and Public Policy in the American Mind », *Perspectives on Politics*, 3, 2005, p. 15-32.

5. Scott Althaus, *Collective Preferences in Democratic Politics. Opinion Surveys and the Will of the People*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

6. David Ricci, *The Tragedy of Political Science. Politics, Scholarship and Democracy*, New Haven, Yale University Press, 1984.

7. Bernard Berelson, « Democratic Theory and Public Opinion », *Public Opinion Quarterly*, 16 (3), 1952, p. 313-330.

8. Carole Pateman, *Participation and Democratic Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1970 ; John Dryzek, *Discursive Democracy. Politics, Policy and Political Science*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

9. Loïc Blondiaux, « Mort et résurrection de l'électeur rationnel... », art. cité.

serait fondée sur aucun savoir digne de ce nom ? » Nul hasard si, avant Pierre Bourdieu, Philip Converse, à travers la notion de « pseudo-opinions » et de « non-attitudes », a expressément fait le lien entre le débat sur la compétence et celui sur les sondages<sup>1</sup>.

En France, ce qui est en jeu derrière la figure du « citoyen omniscient »<sup>2</sup>, ce n'est pas seulement la légitimité du peuple ou de l'opinion à gouverner, c'est aussi la reproduction des phénomènes de domination dans nos sociétés ou la capacité de ces mêmes citoyens à accéder à la conscience de leurs véritables intérêts. Quelle que soit la définition de la démocratie que l'on se donne, la compétence politique joue un rôle majeur.

## L'AGGIORNAMENTO DES RECHERCHES SUR LA COMPÉTENCE POLITIQUE

Il ne s'agit pas ici de refaire le récit des controverses suscitées par cette notion ou par ces équivalents, mais simplement de rappeler comment, à partir du début des années 1990, les principaux éléments de ce discours classique de la compétence politique se sont trouvés remis en cause, pour aboutir à une reformulation significative de cette notion. Sous l'influence d'apports intellectuels nouveaux, en particulier issus de la psychologie politique et des travaux portant les médias, les recherches sur la compétence politique vont connaître un renouveau marqué au début des années 1990. Des ouvrages phares comme ceux de Popkin, Sniderman, Zaller, Gamson, Iyengar, ainsi qu'un ensemble de recherches issues de la psychologie politique (en particulier celles issues de l'École dite de Stony Brook) vont contribuer à modifier le regard que la science politique internationale porte sur de tels phénomènes<sup>3</sup>. Ces travaux vont opérer trois mouvements à mon sens décisifs.

ADMETTRE QUE, DANS LEUR GRANDE MAJORITÉ, LES CITOYENS ORDINAIRES  
NE POSSÈDENT QU'UNE CONNAISSANCE FAIBLE ET FRAGMENTAIRE  
DE L'UNIVERS POLITIQUE

L'heure n'est plus, me semble-t-il, à la contestation de ce constat. Tous les travaux convergent pour prendre acte du caractère faiblement informé de la population dans les démocraties occidentales. Les tentatives de révision de cet acquis ont toutes échoué, à commencer par celles qui, tablant sur l'élévation du niveau d'éducation de la population, croyaient percevoir une « mobilisation cognitive » de l'électorat<sup>4</sup>. Le tableau dressé par un ouvrage classique comme *Le Cens caché* n'est plus aujourd'hui remis en cause, en ce qui concerne notamment les données relatives à l'inégal niveau de politisation des différents groupes sociaux<sup>5</sup>.

---

1. Philip Converse, « Attitudes and Non-Attitudes : Continuation of a Dialogue », dans Edward R. Tufte (ed.), *The Quantitative Analysis of Social Problems*, Reading, Addison-Wesley, 1970, p. 168-189 ; Pierre Bourdieu, « L'opinion publique n'existe pas », *Les Temps modernes*, 378, 1973, p. 1292-1309.

2. Walter Lippmann, *Public opinion*, New York, The Free Press, 1922.

3. Pour une présentation synthétique de ces recherches, nous nous permettons de renvoyer une dernière fois à Loïc Blondiaux, « Mort et résurrection de l'électeur rationnel... », art. cité.

4. Russel Dalton, *Citizen Politics*, New York, Chatham House, 3<sup>e</sup> éd., 2002.

5. Daniel Gaxie, *Le cens caché*, op. cit.

PORTER UNE ATTENTION RENOUVELÉE AU CONTEXTE DANS LEQUEL S'OBSERVE  
ET S'ÉTUDE LA COMPÉTENCE POLITIQUE

La portée d'un ouvrage comme celui de John Zaller me semble sur ce point décisive. Si Zaller ne se donne pas pour objet la compétence politique mais la formation des opinions, s'il fait du niveau de sophistication politique une variable explicative de son modèle plutôt qu'un phénomène à étudier, il va cependant contribuer à rompre avec une certaine forme d'innocence ou d'indifférence méthodologique qui caractérisait jusqu'alors la science « normale » de la compétence, notamment aux États-Unis<sup>1</sup>. Que montre au juste Zaller ? Que le contexte dans lequel une opinion est énoncée interfère directement avec le contenu déclaré de cette opinion. Qu'un même ensemble d'attitudes peut s'actualiser de différentes manières selon les caractéristiques de l'intervieweur, le moment où l'*interview* est réalisée (au lendemain par exemple d'un reportage télévisé qui a insisté sur tel ou tel aspect de la question) ou la formulation de la question.

Zaller observe en particulier que les opinions d'un même individu sont instables par essence, dans la mesure où elles sont le produit changeant de la rencontre entre un ensemble d'attitudes plus ou moins stables (les « considérations » parfois contradictoires que forme la personne à propos de l'objet sur lequel elle opine) avec un contexte d'actualisation qui peut varier. En cela, Zaller offre un début d'explication à l'observation troublante effectuée dès les années 1960 par Converse sur l'extrême instabilité des opinions énoncées par un même individu dans le temps. Si l'on suit Zaller jusqu'au bout, cette instabilité ne serait pas due à un manque d'opinion ou à un défaut d'attitudes, mais à un trop-plein : s'il est aussi sensible au contexte ou à la formulation de la question, ce serait justement parce que le répondant entretient des vues fluctuantes et parfois contradictoires sur un même sujet.

Contestée, une telle hypothèse ne remet nullement en cause le fait que certains individus puissent avoir des attitudes structurées et consistantes dans la durée<sup>2</sup>, elle conduit cependant à une réhabilitation des facteurs situationnels dans la construction de l'opinion et partant, à la nécessité de prendre en compte le contexte dans lequel s'observe la compétence politique des individus.

Beaucoup moins connues que les travaux de Zaller, les expériences menées par Darren Davis me semblent également aller dans ce sens. Mettant en place un dispositif expérimental dans lequel il observe la capacité d'interviewés noirs à répondre à une série de questions de pure connaissance politique selon que leur intervieweur est noir ou blanc, il montre que cette performance est systématiquement inférieure lorsque l'intervieweur s'identifie comme blanc à ce qu'elle est lorsqu'il s'identifie comme noir. Davis voit l'effet dans ce résultat d'un mécanisme étudié de longue date par les psychosociologues, celui de la « peur du stéréotype »<sup>3</sup>. Confirmant les remarques de Daniel Gaxie, lorsque

---

1. John Zaller, *The Nature and Origins of Mass Opinion*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

2. Paul Sniderman, Philip Tetlock, Laurel Elens, « Public Opinion and Democratic Politics : The Problem of Non-Attitudes and Social Construction of Political Judgment », dans James Kuklinski (ed.), *Citizen and Politics : Perspectives from Political Psychology*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 254-284 ; Nonna Mayer, « La consistance des opinions », dans Gérard Grunberg *et al.*, *La démocratie à l'épreuve...*, *op. cit.*, p. 19-50. Pour un effort intéressant de dépassement de ce débat parfois caricatural, cf. R. Michael Alvarez, John Brehm, *Hard Choices, Easy Answers*, Princeton, Princeton University Press, 2002.

3. Darren Davis, Brian Silver, « Stereotype Threat and Race of Interviewer Effects in a Survey of Political Knowledge », Communication au Congrès de l'American Political Science Association, Boston, 2002.



ce dernier rapproche la situation d'enquête de la situation d'examen<sup>1</sup>, il invite lui aussi à prendre en compte le contexte dans lequel les individus étudiés sont invités à « performer », selon l'expression de James Kuklinski.

Faut-il dans ces conditions abandonner l'enquête par questionnaire comme outil d'analyse des phénomènes de politisation ? L'usage des *focus groups* tel que les emploie William Gamson indique d'autres voies de recherche, une tentative pour se rapprocher d'une étude « en situation » de la compétence politique<sup>2</sup>. On notera également que l'usage des entretiens<sup>3</sup> permet de reconsidérer assez fortement la perception que l'on peut avoir du niveau de politisation d'un individu. En reconstituant l'univers intellectuel et social de la personne, en mettant en avant la singularité d'une trajectoire, on se donne les moyens ce faisant d'identifier des formes de rationalités imperceptibles dans le cadre d'un questionnaire d'enquête classique.

Il me semble qu'en diversifiant les voies d'accès méthodologiques aux phénomènes de politisation, les recherches les plus récentes ont permis de mesurer les limites d'une approche purement quantitative et factuelle de la compétence et de saisir, à l'instar notamment des travaux français de Sophie Duchesne et Florence Haegel, différentes formes de politisation, entendue ici comme capacité à penser politiquement un environnement ou une situation personnelle, qui ont peu à voir avec le niveau de connaissance des institutions politiques<sup>4</sup>.

Peut-on cependant aller plus loin encore et s'interroger sur la pertinence du discours classique de la compétence, lequel se focalise sur le niveau de sophistication atteint par le citoyen ordinaire ? À ne se concentrer que sur cette forme d'intelligence du politique, ne court-on pas le risque de passer à côté d'autres formes de perception des phénomènes politiques ? Ou, pour le dire autrement, l'appropriation savante des concepts, des symboles, des figures politiques, constitue-t-elle la seule forme de maîtrise des phénomènes politiques ? On retrouverait ici un débat qui a déjà marqué la sociologie de la culture populaire<sup>5</sup>. Telles sont les questions que, me semble-t-il soulèvent un certain nombre des travaux précédents.

#### RELATIVISER CONSIDÉRABLEMENT LE RÔLE DE LA CONNAISSANCE FACTUELLE DANS LA PRODUCTION DES OPINIONS POLITIQUES

Différentes recherches, issues pour les unes de la théorie du choix rationnel<sup>6</sup>, pour les autres de la psychologie politique<sup>7</sup>, vont converger pour produire une nouvelle vision

---

1. Daniel Gaxie, « Au-delà des apparences. Sur quelques problèmes de mesure des opinions », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 81-82, 1990, p. 97-113.

2. William Gamson, *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

3. Robert Lane, *Political Ideology*, New York, Basic Books, 1962 ; Daniel Gaxie, « Appréhensions du politique et mobilisation des expériences sociales », *Revue française de science politique*, 52 (2-3), avril-juin 2002, p. 145-178.

4. Sophie Duchesne, Florence Haegel, « Entretiens dans la cité ou comment la parole se politise », *EspacesTemps. Les Cahiers*, 76-77, 2002, p. 95-109.

5. Claude Grignon, Jean-Claude Passeron, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard/Seuil, 1989.

6. Anthony Downs, *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper & Collins, 1957 ; Samuel Popkin, *The Reasoning Voter*, Chicago, The University of Chicago Press, 1991 ; Arthur Lupia, Mathew McCubbins, *The Democratic Dilemma : Can Citizens Learn What They Need to Know ?*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

7. Milton Lodge, Kathleen McGraw (eds), *Political Judgments : Structures and Process*, Ann

de l'acteur politique : celle d'un individu faiblement informé mais qui se sert, selon les approches, de son expérience personnelle, de raccourcis (*shortcuts*), d'*heuristics*, de schémas ou des signaux (*cues*) qui lui parviennent des élites pour produire des opinions à moindre frais, c'est-à-dire aux moindres coûts d'information possibles.

Certaines de ces recherches, celles de l'École de Stony Brook en particulier, vont s'intéresser principalement aux modes de traitement de l'information utilisés par les citoyens ordinaires et établir l'hypothèse, psychologiquement fondée semble-t-il, selon laquelle l'individu ne ressent nullement le besoin de stocker un grand nombre d'informations en permanence dans sa mémoire pour produire ses jugements. Ceux-ci se formeraient « *on line* », par un phénomène d'actualisation permanente. L'individu garderait en mémoire une impression, celle qui formera le jugement, mais pas les informations qui ont été à l'origine de cette impression. Ce modèle de traitement de l'information expliquerait en particulier pourquoi le niveau de connaissance factuelle des enjeux et des phénomènes politiques rencontré chez les citoyens ordinaires est aussi faible. Pour aller très vite : produire de l'opinion ne semble réclamer qu'un faible niveau de connaissance. Comme le résume James Kuklinski, « les gens font du mieux qu'ils peuvent avec les ressources et les connaissances qu'ils possèdent »<sup>1</sup>.

Certains auteurs, les plus proches de la théorie du choix rationnel, ont tiré de ce constat une conséquence aux effets politiques non négligeables : peu importe que les gens manquent d'information, pourvu qu'ils en sachent « juste assez », c'est-à-dire suffisamment pour défendre leurs intérêts<sup>2</sup>. Telle est précisément désormais la question principale qui se pose désormais aux recherches sur la compétence politique : en suivant cette hypothèse de rationalité limitée, faut-il désormais admettre que la connaissance politique ne compte pas, à rebours des présupposés du modèle classique ? Doit-on considérer cette question comme une question sans objet, sans pertinence dès lors que l'on croit avoir établi que ces individus peu informés possèdent cette compétence minimale qui leur permet d'accéder à la pleine conscience de leurs intérêts. Je reviendrai sur cette question essentielle dans un quatrième et dernier point.

## COMMENT PENSER, AUJOURD'HUI, LA NOTION DE COMPÉTENCE POLITIQUE ?

Pour éclairer, sans prétendre en aucun cas expliquer, les inflexions observées dans la réflexion sur la compétence des citoyens ordinaires en science politique, je souhaite d'abord faire un détour par un univers de représentations et de pensée qui, *a priori*, a peu à voir avec les développements de la science politique contemporaine, qui plus est dans sa version la plus proche des sciences expérimentales : la philosophie politique. Je mobiliserai en second lieu le constat de quelques transformations récentes apparues dans le fonctionnement de nos démocraties afin de réfléchir à ce que signifie aujourd'hui être compétent politiquement dans nos sociétés.

---

Arbor, University of Michigan Press, 1995 ; Paul Sniderman, Richard Brody, Philip Tetlock, *Reasoning and Choices : Explorations in Political Psychology*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991. Pour une approche inspirée de cette littérature, cf. également Alfredo Joignant, « Pour une sociologie cognitive de la compétence politique », *Politix*, 65, 2004, p. 150-173.

1. James Kuklinski, « Political Psychology and the Study of Politics », dans James Kuklinski (ed.), *Thinking about Political Psychology*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p. 2.

2. Arthur Lupia, Mathew McCubbins, *The Democratic Dilemma...*, *op. cit.*

Afin de justifier cette incursion dans un contexte intellectuel plus large que celui de la science politique, il convient de rappeler que la controverse autour de la compétence politique n'a jamais porté exclusivement sur les faits observés mais toujours aussi sur les interprétations qui pouvaient en être données, au nom d'un idéal démocratique plus ou moins clairement explicité<sup>1</sup>. Il peut être intéressant dans ces conditions de regarder comment, aujourd'hui, certains courants majeurs de la théorie politique appréhendent cette question des relations entre le savoir et l'opinion. Il me semble en particulier que l'idéal de citoyen informé et expert auquel se réfère l'approche classique de la compétence se voit aujourd'hui partiellement remis en cause, notamment dans les réflexions qui érigent la délibération en idéal politique.

Les théories de la délibération reposent à mon sens sur le postulat fondamental selon lequel la compétence politique doit être pensée comme une œuvre collective et le jugement politique résulter de la communication ou de l'interaction entre plusieurs intelligences<sup>2</sup>. Le niveau de compétence atteint au préalable par chacun des individus participant à la délibération importe au final assez peu, seul compte le produit de la délibération et de l'enquête collectives. Cette idée, que l'on retrouve déjà chez le philosophe pragmatiste John Dewey<sup>3</sup>, me semble fondamentale. Elle s'accorde par ailleurs avec les réflexions de philosophes inspirés par d'autres sources qui récusent une approche de la rationalité exclusivement centrée sur l'individu pour rappeler que l'esprit possède une dimension sociale et résulte d'une confrontation permanente avec les autres et le monde<sup>4</sup>.

Cette idée selon laquelle l'opinion peut et doit être pensée comme un construit social et comme le résultat d'une interaction de nature politique cadre mal avec un modèle classique de compétence qui postule au contraire que l'opinion constitue un attribut individuel, qui peut se recueillir et s'étudier comme tel. On la retrouve également en filigrane du dispositif de sondage délibératif proposé par un James Fishkin, à cette nuance près que Fishkin continue de faire jouer un rôle central à l'information préalable détenue par chacun des citoyens qu'il fait participer à son expérience. Ceux-ci doivent non seulement échanger en petits groupes, mais aussi recevoir un certain niveau d'information pour pouvoir légitimement opiner. C'est donc le double produit de cet apport d'information et de la délibération qui produit l'opinion légitime et démocratique qu'il réclame de ses vœux<sup>5</sup>.

Derrière cette réhabilitation de la délibération, il y a, me semble-t-il, une critique qui n'est pas sans affinités avec celles qu'un Pierre Bourdieu ou qu'un John Dryzek (lui-même théoricien de la délibération)<sup>6</sup> portent aux sondages. Analyser l'opinion

---

1. George Marcus, Russel Hanson (eds), *Reconsidering the Democratic Public*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1993.

2. Sur ce point, cf. Loïc Blondiaux, « Prendre au sérieux l'idéal délibératif : un programme de recherche », *Revue suisse de science politique*, 10 (4), 2004, p. 158-168.

3. John Dewey, *Le public et ses problèmes*, Pau, Publications de l'Université de Pau/Farrago, 2003 (1<sup>re</sup> éd. : 1927) ; Joëlle Zask, *L'opinion publique et son double*. Livre II : *John Dewey philosophe du public*, Paris, L'Harmattan, 1999.

4. Jean De Munck, *L'Institution sociale de l'esprit*, Paris, PUF, 1999.

5. James Fishkin, *The Voice of the People : Public Opinion and Democracy*, New Haven, Yale University Press, 1995.

6. John Dryzek, *Discursive Democracy*, *op. cit.*, et *Deliberative Democracy and Beyond*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

publique comme une somme de jugements individuels revient à oublier que l'opinion est aussi le produit d'une action qui se déploie au sein de groupes plus ou moins organisés. Il devient dans ces conditions secondaire de s'intéresser à ce que savent les individus pris isolément pourvu qu'ils soient capables de s'associer, d'agir et de penser ensemble. C'est la direction dans laquelle est allé me semble-t-il, l'un des derniers textes publiés par Bourdieu qui invite, « pour échapper à l'agrégation mécanique des opinions atomisées sans tomber dans l'antinomie de la protestation collective – et apporter ainsi une contribution décisive à la construction d'une véritable démocratie – [à] travailler à créer les conditions sociales de l'instauration d'un mode de fabrication de la « volonté générale » (ou de l'opinion collective) réellement collectif, c'est-à-dire fondé sur les échanges réglés d'une confrontation dialectique supposant la concertation sur les instruments de communication nécessaires pour établir l'accord ou le désaccord et capables de transformer les contenus communiqués et ceux qui communiquent »<sup>1</sup>. Sommes-nous loin de la controverse sur la compétence politique ? Nous sommes peut-être au contraire en son cœur.

Il me semble également que la réflexion sur la compétence politique aujourd'hui en philosophie politique se nourrit d'autres thèses, qui celles-ci prennent pour cible certaines approches de la délibération. Pour des auteurs comme Iris Young, Lynn Sanders ou Nancy Fraser, la critique du modèle de délibération ou d'espace public proposé par Habermas tient précisément à ce qu'elle valorise certaines formes d'argumentation et de compétence savantes. Elles rappellent que le recours au savoir, à l'expertise et à l'argumentation rationnelles fonctionne comme un instrument de pouvoir qui conduit dans ces espaces de discussion les groupes dominés au silence ou à la dévalorisation de ce qu'ils sont. Elles en appellent à la réhabilitation d'autres répertoires cognitifs et discursifs, d'autres formes de communication et prises de position dans l'espace public, moins fondées sur la cohérence logique et l'expertise savante que sur le partage, le témoignage, l'émotion, la narration<sup>2</sup>. Dans le même ordre d'idées, lorsque Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe plaident pour l'intégration de certaines formes d'expertise profane dans l'élaboration des choix scientifiques et techniques, ils le font au nom d'une critique normative des limites de l'expertise savante<sup>3</sup>.

Dès lors, ce qui ressort de certaines évolutions récentes de la théorie politique conduit, au nom d'un approfondissement de la démocratie, à dissocier les deux éléments de définition de ce que doit être la compétence politique tels que nous les avons rappelés au début de cette communication : son élément cognitif (être compétent, c'est avoir une « connaissance approfondie » des réalités politiques) et son élément politique ou juridique (être compétent, c'est avoir « le droit de juger ou de décider en certaines matières »). Cette théorie renouvelée de la démocratie fait de la connaissance individuelle des phénomènes politiques un élément désormais secondaire. D'aucuns souligneront qu'elle renoue ce faisant avec le sens originel de l'idée démocratique et qu'il suffisait de relire le *Protagoras* de Platon pour s'en convaincre...

---

1. Pierre Bourdieu, « Le mystère du ministère. Des volontés particulières à la volonté générale », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 140, 2001, p. 7-11.

2. Iris M. Young, « Communication and the Other : Beyond Deliberative Democracy », dans Seyla Benhabib (ed.), *Democracy and Difference. Contesting the Boundaries of the Political*, Princeton, Princeton University Press, 1996, p. 120-136 ; Nancy Fraser, « Repenser la sphère publique. Une contribution à la démocratie telle qu'elle existe réellement », dans Loïc Blondiaux, Dominique Reynié (dir.), « L'opinion publique (perspectives anglo-saxonnes) », *Hermès*, 31, 2001, p. 125-156 (1<sup>re</sup> éd. : 1992) ; Lynn Sanders, « Against Deliberation », *Political Theory*, 25, 1997, p. 347-376.

3. Michel Callon, Pierre Lascoumes, Yannick Barthe, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001.

Il me semble qu'un tel déclin de la référence à la compétence s'observe également dans les arènes et espaces publics contemporains. J'évoquerai ici, par ordre croissant d'importance, trois phénomènes.

En premier lieu, la caractéristique première de certains des dispositifs nouveaux de participation politique qui se mettent en place aujourd'hui dans nos démocraties (conférences de consensus, jurys de citoyens...) et ce, quelles que soient leur effectivité et leur influence sur la décision, est bien de promouvoir un « citoyen ordinaire », sans qualité, sans information ou expertise particulières, et de construire du jugement collectif à partir de cette matière<sup>1</sup>. Si, dans la plupart de ces dispositifs, il est prévu que ces citoyens fassent l'objet d'une formation préalable, il y a là une forme de pari sur la possibilité de former les citoyens ordinaires qui me semble tout à fait intéressant à observer.

L'observation d'autres espaces publics, en particulier médiatiques, à l'image des *talks shows* et autres forums télévisuels, semblerait montrer également une reconnaissance croissante de la parole profane en opposition à celle des experts<sup>2</sup>. Si l'on en croit les auteurs les plus optimistes à ce sujet, tout se passe comme si, dans ces émissions de débat, la connaissance rationnelle des objets en débat n'était plus une condition nécessaire à l'accès à ces forums publics, comme si également la position des experts ou des militants s'y trouvaient dévalorisée. S'il ne faut sans doute pas exagérer le degré auquel ces émissions font droit à la spontanéité et au témoignage dans le domaine politique<sup>3</sup>, l'hypothèse d'une inversion des valeurs et d'une remise en cause de certaines formes traditionnelles de compétence politique peut désormais être testée.

Il me semble enfin que nous aurions profit à nous interroger sur la persistance d'une norme sociale de compétence dans nos sociétés. Le modèle classique de compétence politique qui suppose un individu informé, cohérent et stable dans ces choix a-t-il encore une pertinence, une diffusion sociale ? Cet idéal d'individu éclairé, porté on le sait par la philosophie républicaine<sup>4</sup>, sert-il encore de référence aux acteurs sociaux ? La baisse régulière, à niveau de diplôme égal, de la connaissance politique, au sein des jeunes générations actuelles<sup>5</sup>, la dévalorisation sociale, sinon la stigmatisation, de la figure du « militant » politique sont autant d'éléments qui pourraient aller dans le sens d'une réponse négative à cette question. Il pourrait être intéressant également de vérifier si une analyse en termes de « compétence statutaire » peut rendre compte encore aujourd'hui du comportement des groupes sociaux les plus favorisés. Les recherches récentes de Daniel Gaxie conduisent à cette interrogation sur le sens que les individus donnent à leur

---

1. Loïc Blondiaux, « L'idée de démocratie participative en France : enjeux, impensés et questions récurrentes », dans Marie-Hélène Bacqué, Henri Rey, Yves Sintomer (dir.), *Gestion de proximité et démocratie participative*, Paris, La Découverte, 2005, p. 119-138.

2. Peter Livingstone, Sonia Lunt, *Talk on Television : Audience Participation and Public Debate*, Londres, Routledge, 1994 ; Dominique Cardon, Jean-Philippe Heurtin, Cyril Lemieux, « Parler en public », *Politix*, 31, 1995, p. 5-19. Sur l'ensemble de cette littérature, cf. Brigitte Le Grignou, *Du côté du public. Usages et réceptions de la télévision*, Paris, Economica, 2003.

3. Éric Darras, « Télévision et démocratisation : la télévision "forum" en France et aux États-Unis », dans Bastien François, Érik Neveu (dir.), *Espaces publics mosaïques*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1999, p. 61-84.

4. Yves Déloye, *École et citoyenneté. L'individualisme républicain de Jules Ferry à Vichy : controverses*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.

5. Michael Delli Carpini, Scott Keeter, *What Americans Know about Politics...*, *op. cit.*

relation à l'univers politique<sup>1</sup>. Vont dans cette direction également les travaux d'Alfredo Joignant qui portent sur la diffusion des modèles civiques de compétence, du « civisme ordinaire », *via* notamment les manuels ou l'éducation<sup>2</sup>. Les pistes, suggérées ici sommairement et en vrac, devraient nous inviter à creuser la question plus générale des transformations du rapport des citoyens ordinaires à la nécessité de s'informer sur l'univers politique. L'objectif pourrait être également de contextualiser ce rapport, dans l'espace social et dans le temps.

« *DOES POLITICAL COMPETENCE MATTERS ?* »  
POURQUOI S'INTÉRESSER ENCORE AUJOURD'HUI  
À CETTE NOTION ?

S'il est avéré que la plupart des gens, y compris les moins informés, sont capables de produire des jugements en matière politique, s'il est démontré qu'un individu peut être politisé sans forcément maîtriser les arcanes des institutions politiques traditionnelles, si la compétence politique n'est plus une condition d'entrée dans les espaces publics contemporains et si la théorie politique elle-même n'en fait pas ou plus un critère d'évaluation du fonctionnement des démocraties, comment expliquer que cette question puisse continuer à susciter l'intérêt de la recherche actuelle ? Ne devrions-nous pas une fois pour toutes considérer cette notion comme obsolète et nous interroger sur l'inutilité des programmes de recherches que, depuis une cinquantaine d'années, elle a mobilisé ?

On voit immédiatement ce qu'un tel réflexe peut avoir de rassurant : si les individus sont « suffisamment informés », s'ils sont capables de produire des opinions rationnelles avec un *minimum* de compétence, si les quelques « signaux » qui leur parviennent des élites et des médias leur suffisent pour se repérer dans les méandres de l'univers politique, s'ils se comportent enfin comme des « avars cognitifs » (« *cognitive misers* ») avisés, le problème de leur niveau d'information sur les enjeux, les acteurs et les symboles politiques ne se pose plus.

Séduisante, une telle conclusion me semble cependant tout à fait hâtive, sinon dangereuse, à la fois pour la recherche et pour la réflexion normative sur la démocratie, et je voudrais consacrer ce dernier développement à un retour sur quelques évidences sociologiques parfois oubliées par les théoriciens du choix rationnel ou les psychologues du politique qui aujourd'hui discutent de ces questions. Certains arguments de poids peuvent être avancés pour récuser la tentation qui consisterait à ranger l'étude de la compétence politique au magasin des accessoires de la discipline.

Je suivrai en cela des auteurs comme Delli Carpini et Keeter, qui ont intitulé leur ouvrage à contre-courant *What Americans Know About Politics and Why it Matters*, ou Scott Althaus, dans un ouvrage récent et tout à fait remarquable : le problème n'est pas tant le constat selon lequel les individus sont dans leur ensemble peu informés que celui de la distribution inégale de cette information au sein des différents groupes composant la population<sup>3</sup>. Leur propos rejoint ici les préoccupations d'un auteur comme Daniel

---

1. Daniel Gaxie, « Appréhensions du politique et mobilisation des expériences sociales », *Revue française de science politique*, 52 (2-3), avril-juin 2002, p. 145-178.

2. Alfredo Joignant, « Compétence et citoyenneté. Les pratiques sociales du civisme ordinaire au Chili et les logiques de la compétence du citoyen », *Revue française de science politique*, *ibid.*, p. 233-250.

3. Scott Althaus, *Collective Preferences in Democratic Politics. Opinion Surveys and the Will*

Gaxie en France. Il conduit à s'interroger sur les effets politiques d'une telle situation au plan individuel et au plan collectif. Les travaux de ces auteurs mettent en avant deux faits majeurs et indiscutables et en tirent une question. Les deux faits sont les suivants.

– Il existe une corrélation entre le niveau de compétence politique, au sens classique du terme, et la propension à participer au jeu politique, à donner une opinion dans les enquêtes ou à voter. Statistiquement, la compétence politique a à voir avec l'action. Peu importe en fait le sens de cette corrélation. On peut certes imaginer avec John Stuart Mill que ce soit le fait de participer qui entraîne la transformation du caractère de l'individu, ce qui compte, c'est bien ce lien entre la compétence et l'engagement. Plus on est informé et plus on a de chance de s'engager politiquement, et inversement.

– S'il a été démontré que les modalités de cadrage de l'information avaient des effets sur l'opinion et les préférences exprimées<sup>1</sup>, il pourrait en aller de même du niveau d'information, que ce soit au plan individuel ou au plan collectif. C'est tout l'intérêt du sondage délibératif tel que l'ont expérimenté Fishkin et Luskin que d'avoir montré que des citoyens ordinaires informés pouvaient changer d'opinion, sans qu'il soit toujours facile de comprendre le sens de cette évolution<sup>2</sup>.

Scott Althaus préfère quant à lui, à l'aide de simulations statistiques, étudier le phénomène suivant : que donnerait une opinion publique dans laquelle tous les groupes sociaux disposeraient du même niveau de compétence ? Il projette pour ce faire les préférences des membres les mieux informés de chaque groupe socio-démographique sur celles des autres membres du groupe et constate ainsi des écarts très importants dans les distributions d'opinion obtenues. Il montre notamment que pour toutes les questions qui touchent aux politiques sociales, la distribution des préférences une fois cette simulation opérée s'avère beaucoup plus favorable à une intervention de l'État<sup>3</sup>. Pour Althaus, ces résultats « remettent en cause la vision selon laquelle les *heuristiques*, les processus *on line* et l'agrégation statistique aideraient un public mal informé à exprimer des préférences identiques à celles qu'il aurait exprimé s'il avait eu plus d'informations sur la politique »<sup>4</sup>.

Ces recherches sont à mettre en relation avec celle d'Henry Milner qui mesure, au plan collectif toujours, les effets sur les politiques publiques de cette distribution inégale de la « compétence civique ». Il défend, de manière contestable mais très suggestive, l'idée d'une corrélation, dans un pays donné, entre le niveau global de compétence politique et le caractère plus ou moins égalitaire des politiques menées par les gouvernements concernés<sup>5</sup>.

Une fois constaté et vérifié de tels phénomènes, il devient possible, avec Delli Carpini et Keeter, de suggérer l'hypothèse selon laquelle les citoyens les plus informés sont aussi les mieux capables de discerner leurs intérêts<sup>6</sup>. S'il est trop tôt aujourd'hui pour savoir laquelle de ces deux visions de la compétence politique l'emportera, il me

---

*of the People*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004 ; cf. également Scott Althaus, « Information Effects in Collective Preferences », *American Political Science Review*, 92 (3), 1998, p. 545-558.

1. Jacques Gerstlé, « Gouverner l'opinion publique », dans Pierre Bréchon (dir.), *La gouvernance de l'opinion publique*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 19-34.

2. Robert Luskin, « From Denial to Extenuation (and Finally Beyond) : Political Sophistication and Citizen Performance », dans James Kuklinski (ed.), *Thinking about Political Psychology*, *op. cit.*, p. 281-305.

3. Scott Althaus, *Collective Preferences in Democratic Politics...*, *op. cit.*

4. Scott Althaus, « Information Effects in Collective Preferences », art. cité, p. 553.

5. Henry Milner, *Civic Literacy...*, *op. cit.*

6. Cf. dans le même sens, Robert Luskin, « The Heavenly Public : What Would a Fully Informed Citizenry Be Like ? », dans Michael B. MacKuen, George Rabinowitz (eds), *Electoral*

semble que les travaux français et américains les plus innovants sur ces questions montrent que c'est à condition de ne jamais étudier le phénomène pour lui-même mais toujours en relation avec un contexte d'inégalités sociales structurelles et avec la question de l'engagement (ou du retrait politique) des groupes dominés, qu'un tel objet mérite toujours, et pour longtemps encore sans doute, d'être étudié<sup>1</sup>.

---

Loïc Blondiaux est professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Lille et chercheur au CNRS (CERAPS, UMR CNRS 8026). Il a récemment co-dirigé (avec Cécile Blatrix, Jean-Michel Fourniau, Bertrand Hériard, Rémi Lefebvre, Martine Revel) *Le débat public en démocratie*, Paris, La Découverte, 2007 ; et a notamment publié : (avec Yves Déloye) « The State of Political Science in France », dans Hans-Dieter Klingemann (ed.), *The State of Political Science in Western Europe*, Munich, Verlag Barbara Budrich, 2007, p. 137-162 ; (en co-direction avec Dominique Cardon) « Dispositifs participatifs », dossier de la revue *Politix*, 75, 2006 ; (avec Laura Michel) « L'expertise en débat : jeux d'acteurs et conflits de savoirs autour d'un débat public local dans le Lot », dans Fabrizio Cantelli, Steve Jacob, Jean-Louis Génard, Christian de Visscher (dir.), *Les constructions de l'action publique*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 181-202 ; « L'idée de démocratie participative : enjeux, impensés et questions récurrentes », dans Yves Sintomer, Henri Rey, Marie-Hélène Bacqué (dir.), *Gestion de proximité et démocratie participative*, Paris, La Découverte, 2005, p. 119-138. Ses travaux portent sur la genèse, les usages et les effets sociaux et politiques des dispositifs contemporains de démocratie participative, la théorie de la démocratie, l'histoire des sciences sociales et les sondages d'opinion (<loic.blondiaux@iep.univ-lille2.fr>).

## RÉSUMÉ/ABSTRACT

FAUT-IL SE DÉBARRASSER DE LA NOTION DE COMPÉTENCE POLITIQUE ? RETOUR CRITIQUE SUR UN CONCEPT CLASSIQUE DE LA SCIENCE POLITIQUE

*L'article propose un inventaire critique des recherches portant sur la notion de « compétence politique » dans la science politique contemporaine. En premier lieu, il s'interroge sur les raisons qui expliquent pourquoi le niveau de connaissance politique des citoyens ordinaires est devenu un objet central de la discipline. En second lieu, il revient sur la manière dont cette question est abordée traditionnellement et les postulats sur lesquels reposent les définitions classiques de ce concept. Au final, il pose la question suivante : « does political competence still matters ? » en invitant à réfléchir à l'utilité de cette notion pour comprendre les transformations des attitudes politiques contemporaines ».*

*Democracy*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2003, p. 238-261 ; Larry Bartels, « Homer Gets a Tax Cut... », art. cité.

1. Cet article s'inscrit dans le cadre du programme Ecos-Conicyt C01H02 financé par le ministère des Affaires étrangères. Il est issu d'une communication orale présentée lors d'une table ronde consacrée à la « Compétence politique », dirigée par Daniel Gaxie et Alfredo Joignant et organisée à l'Université Paris-I, le 18 octobre 2004.



IS IT NECESSARY TO GET RID OF THE NOTION OF POLITICAL COMPETENCE ? CRITICAL RETURN  
ON A CLASSICAL CONCEPT OF POLITICAL SCIENCES

*The article offers a critical inventory of researches concerning the notion of « political competence » in contemporary political sciences. Above all, it wonders about the reasons which explain why the level of political knowledge of the ordinary citizens became a central object of discipline. Secondly, it comes back on the way this question is traditionally tackled and on the postulates on which rest four classical definitions of this concept. Finally, it asks the following question : « does political competence still matters ? » by inviting to think about the usefulness of this notion to understand the transformations of the contemporary political attitudes.*